

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2008 — 2209

[C — 2008/29325]

**9 MAI 2008. — Décret renforçant la cohérence de l'enseignement supérieur et œuvrant à la simplification administrative dans l'enseignement supérieur universitaire et hors universités (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Modifications du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'enseignement supérieur est un service d'intérêt général. Il met en œuvre des méthodes et moyens adaptés, selon les disciplines, afin d'atteindre les objectifs généraux indiqués et de le rendre accessible à chacun, selon ses aptitudes, sans discrimination. Seule la Communauté française accrédite les études de l'enseignement supérieur en subordonnant la reconnaissance de celles-ci et le financement des établissements qui les organisent au respect de ces objectifs, ainsi qu'au respect des dispositions prises par ou en vertu d'une loi ou d'un décret et qui ont pour objet l'enseignement supérieur. »

**Art. 2.** A l'article 6 du même décret, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au § 1<sup>er</sup>, dans la définition de « Bachelier », les mots « de niveau 6 » sont ajoutés entre les mots « Grade académique » et les mots « sanctionnant des études »;

b) Au § 1<sup>er</sup>, la définition suivante est ajoutée entre la définition de « Bachelier » et de « Certificat » :

« Cadre des certifications : instrument de classification des certifications en fonction d'un ensemble de critères correspondant à des niveaux d'apprentissage déterminés »;

c) Au § 1<sup>er</sup>, la définition de « Certificat » est remplacée par la définition suivante :

« Certificat : document qui, sans conférer de grade académique, atteste la réussite d'une formation, ainsi que, le cas échéant, l'octroi de crédits associés et le niveau de ceux-ci »;

d) Au § 1<sup>er</sup>, la définition suivante est ajoutée entre la définition de « Certificat » et de « Crédit » :

« Certification : résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation qui établit qu'un individu possède au terme d'un apprentissage les acquis correspondants à un niveau donné et qui donne lieu à la délivrance d'un diplôme ou d'un certificat »;

e) Au § 1<sup>er</sup>, dans la définition de « Doctorat », les mots « , de niveau 8 » sont ajoutés entre les mots « grade académique de docteur » et les mots « , obtenu après soutenance d'une thèse »;

f) Au § 1<sup>er</sup>, dans la définition de « Master », les mots « de niveau 7 » sont ajoutés entre les mots « grade académique » et les mots « sanctionnant des études »;

g) Au § 1<sup>er</sup>, dans la définition de « Master complémentaire », les mots « de niveau 7 » sont ajoutés entre les mots « grade académique » et les mots « sanctionnant des études »;

h) Il est inséré un § 1<sup>er</sup>bis rédigé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>bis. Les diplômes et les certificats donnant lieu à l'octroi de crédits délivrés conformément au présent décret sont les seules certifications reconnues aux niveaux 6 à 8 du cadre des certifications de la Communauté française. Les acquis de l'apprentissage, en termes de savoirs, aptitudes et compétences, correspondant à ces niveaux sont précisés à l'annexe V au présent décret. »

**Art. 3.** A l'article 37 du même décret, le § 3, alinéa 2, est abrogé.

**Art. 4.** A l'article 189 du même décret, les mots « article 40, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « article 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 ».

**Art. 5.** Le même décret est complété par l'annexe 3 au présent décret.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur*

**Art. 6.** A l'article 1<sup>er</sup>, I, a) de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « visés dans » sont remplacés par les mots « s'il n'en a obtenu le diplôme conformément aux lois ou décrets suivants »;

b) au 4<sup>o</sup>, les mots « s'il n'en a obtenu le diplôme, conformément à ces lois ou à ces décrets » sont supprimés;

c) il est ajouté un 5<sup>o</sup> et un 6<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 5<sup>o</sup> le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités;

6<sup>o</sup> le décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales ».

**Art. 7.** A l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

a) Les mots « ou ingénieur » sont remplacés par les mots « , ingénieur, bachelier, master ou master complémentaire »;

b) Un alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2 :

« Est puni de la même peine, celui qui n'y étant pas qualifié délivre ou offre de délivrer des diplômes, certificats ou attestations quelconques de niveau 6, 7 ou 8. ».

CHAPITRE III. — *Modifications du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles*

**Art. 8.** A l'article 16 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, modifié par les décrets des 26 avril 1999, 20 décembre 2001 et 30 juin 2006, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1<sup>er</sup>, les mots « de niveau 6 et » sont insérés entre les mots « Des études de spécialisation » et les mots « d'un maximum de 60 crédits »;

b) Le § 2, 2<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> les étudiants porteurs d'un des diplômes de l'enseignement supérieur de type court, de deuxième cycle de l'enseignement supérieur de type long ou de deuxième cycle de l'enseignement universitaire belge, délivré par la Communauté germanophone ou par la Communauté flamande, correspondant à un diplôme repris dans la liste fixée conformément au 1<sup>o</sup> dans le règlement des études de la haute école dans laquelle ils souhaitent s'inscrire, cette correspondance étant appréciée par les autorités de la haute école dans laquelle ils souhaitent s'inscrire. »

c) Le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« La liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est communiquée annuellement par chaque Haute Ecole au Conseil général. »

**Art. 9.** A l'article 44, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « le décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales » sont remplacés par les mots « le décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales ».

**Art. 10.** A l'article 75bis du même décret, inséré par le décret du 30 juin 2006, la deuxième phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Il peut définir une liste de dépenses admissibles. ».

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents*

**Art. 11.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, tel que modifié par le décret du 27 février 2003, les mots « conformément à l'article 72 du décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 71 du décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales ».

**Art. 12.** L'article 22 du même décret est abrogé.

**Art. 13.** A l'article 23 du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2005, les mots « Dans le cadre de l'article 92 du décret, des accords de collaboration » sont remplacés par les mots « Des accords de collaboration, au sens de l'article 29 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités ».

**Art. 14.** L'article 24 du même décret, modifié par le décret du 3 juillet 2003, est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« La grille de référence de la sous-section « langues germaniques » comporte des heures affectées à la réalisation d'un séjour linguistique dans une des langues, à concurrence de deux semaines minimum. »

**Art. 15.** A l'article 29 du même décret, modifié par les décrets des 20 décembre 2001 et 20 juillet 2005, au point 5, les mots « aux articles 22 et 23 » sont remplacés par « à l'article 23 ».

CHAPITRE V. — *Modifications du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 16.** Dans l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « à la pension » sont remplacés par les mots « à la pension, sauf application de l'article 10ter, § 7, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux. »

**Art. 17.** L'article 28 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa précédent, les membres du personnel auxiliaire d'éducation qui ont bénéficié d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif dans l'enseignement supérieur subventionné de type court sur la base des dispositions, selon le cas, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psychopédagogique, de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés, de l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements libres subventionnés dispensant l'enseignement secondaire conformément à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ou de l'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements officiels subventionnés dispensant l'enseignement secondaire conformément à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, conservent à titre personnel le bénéfice de leur nomination ou de leur engagement à titre définitif ainsi que l'avancement pécuniaire et les revalorisations barémiques. »

CHAPITRE VI. — *Modification de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique*

**Art. 18.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié par les arrêtés royaux des 21 juin 1962, 22 janvier 1970 et 18 février 1974, et par les décrets des 20 décembre 2001, 3 mars 2004, 4 mai 2005 et du 8 janvier 2008, les mots : « , pour le maître-assistant qui a fait l'objet d'une désignation, d'une nomination ou d'un engagement en qualité de maître de formation pratique dans les mêmes cours à conférer tels que précisés dans les annexes 1 et 2 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » sont ajoutés entre les mots : « pour le maître-assistant chargé de gestion recruté conformément aux dispositions de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française » et les mots : « ainsi que pour le membre du personnel enseignant le travail manuel dans l'enseignement primaire ».

CHAPITRE VII. — *Modification du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique*

**Art. 19.** Dans l'article 14, § 2, alinéa 2, du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, remplacé par le décret du 2 juin 2006, le nombre « 16 » est remplacé par le nombre « 12 ».

**Art. 20.** Dans l'annexe 1<sup>re</sup> du même décret, remplacée par le décret du 2 juin 2006, la ligne suivante est insérée entre la ligne « Communication visuelle et graphique » et la ligne « Graphisme » :

— Communication visuelle : B – M – M

**Art. 21.** Dans l'annexe II du même décret, insérée par le décret du 2 juin 2006, la ligne suivante est insérée entre la ligne « Communication visuelle et graphique » et la ligne « Graphisme » :

— Communication visuelle : 1 + 2 – 1

CHAPITRE VIII. — *Modification du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 22.** L'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, b), du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) est remplacé par la disposition suivante :

« b) une commune, une province, la Commission communautaire française, pour le réseau officiel subventionné; »

**Art. 23.** A l'article 3 du même décret, l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 24.** L'article 30 du même décret est complété par les deux alinéas suivants :

« Le Conseil des étudiants transmet à titre informatif au Conseil social sa comptabilité annuelle au plus tard le 31 mars qui suit l'année budgétaire.

Le Gouvernement arrête des règles spécifiques à la tenue et à la présentation des comptes du Conseil des étudiants. Il peut définir une liste des dépenses admissibles. »

**Art. 25.** L'article 31 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Cette protection s'étend aux actes posés par les étudiants candidats lors de la campagne électorale, ainsi qu'aux actes posés dans l'exercice de leur mandat par les étudiants cooptés par le Conseil des étudiants dans les différents organes de participation, y compris au niveau communautaire. »

**Art. 26.** Dans l'article 37, 14<sup>o</sup>, du même décret, modifié par le décret du 2 juin 2006, les mots « Pouvoir organisateur » sont remplacés par le mot « directeur » et le mot « doit » est remplacé par le mot « peut ».

**Art. 27.** A l'article 41ter, alinéa 4, du même décret, inséré par le décret du 2 juin 2006, le mot « fixe » est remplacé par les mots « peut fixer ».

**Art. 28.** A l'article 41quinquies, du même décret, inséré par le décret du 2 juin 2006, les mots « les pouvoirs organisateurs peuvent, sur proposition du directeur, » sont remplacés par les mots « le directeur peut, ».

**Art. 29.** L'article 48 du même décret, est abrogé.

**Art. 30.** L'article 59, alinéas 3 et 4, du même décret, modifié par le décret du 16 décembre 2005, sont remplacés par les alinéas suivants :

« Les subsides sociaux doivent servir aux fins ci-après : fonctionnement du Conseil des étudiants, aides sociales directes ou indirectes aux étudiants, fonctionnement des services sociaux, des services d'orientation, des restaurants et homes estudiantins, contribution à la construction, à la modernisation, à l'agrandissement et à l'aménagement des immeubles affectés à ces objets.

Le Gouvernement complète le cas échéant cette liste et peut fixer des minimas et des plafonds pour l'utilisation de chacune de ces catégories.

Les critères académiques ne peuvent rentrer en compte dans l'admissibilité et l'admission des étudiants au bénéfice de l'aide octroyé par le Conseil social.

Le Gouvernement peut augmenter le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 31.** Il est inséré dans la Troisième Partie, Titre III, du même décret, un article 60*bis*, rédigé comme suit :

« Article 60*bis*. Les Conseils sociaux de plusieurs établissements d'enseignement supérieur, au sens de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du décret du 31 mars 2004 précité, peuvent mettre jusqu'à 30 % de leurs subsides sociaux en commun dans le but de pouvoir mener des projets en commun ou de mutualiser ou d'optimiser certaines dépenses. Pour la gestion de ces dépenses, chaque Conseil social délègue un représentant du personnel directeur et un représentant du personnel enseignant et deux représentants des étudiants qui siègent dans un conseil social inter-établissements. Les positions arrêtées par ce conseil social inter-établissements peuvent faire l'objet d'un veto à la majorité d'un des conseils sociaux partenaires. »

**Art. 32.** Il est inséré dans la Troisième Partie, Titre III, du même décret, un article 60*ter*, rédigé comme suit :

« Article 60*ter*. Lorsque le montant des réserves du Conseil social excède deux fois le montant des subsides sociaux alloués lors de l'année budgétaire précédente, la somme excédant ce montant est déduite des prochaines allocations et versée au Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur institué par le décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur. »

**Art. 33.** Il est inséré dans la Troisième Partie, Titre III, du même décret, un article 60*quater*, rédigé comme suit :

« Article 60*quater*. Les dossiers individuels introduits par les étudiants auprès du Conseil social sont traités de manière anonyme.

Les membres du Conseil social sont tenus, dans l'exercice de leur mandat, au secret professionnel lorsqu'ils instruisent des demandes individuelles d'étudiants.

Le Conseil social désigne une ou plusieurs personnes de référence. Cette personne est chargée de traiter les dossiers de demande d'intervention du Conseil social introduits par les étudiants. Elle s'assure que les dossiers ou leur résumé, transmis au Conseil social pour décision, ne présentent aucune donnée personnelle permettant d'identifier directement l'étudiant. La personne de référence ne peut être membre du Conseil social et est tenue au secret professionnel.

Le Gouvernement peut arrêter des dispositions particulières en la matière. »

**Art. 34.** Il est inséré dans la Troisième Partie du même décret, un Titre IV, rédigé comme suit :

« Titre IV. — Equipement des Ecoles Supérieures des Arts

Article 60*quinquies*. § 1<sup>er</sup>. Une allocation d'équipement est accordée aux Ecoles Supérieures des Arts. Son montant est fixé à 124.000 € par an.

Ce montant est adapté annuellement au taux de fluctuation de l'indice santé des prix à la consommation selon la formule suivante :

— Indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée / Indice santé de décembre 2007

§ 2. Cette allocation d'équipement est répartie de la manière suivante :

1° Les écoles supérieures des arts organisant les domaines des arts plastiques, visuels et de l'espace, le domaine du théâtre et des arts de la parole et le domaine de la danse bénéficient de l'allocation les années paires;

2° Les écoles supérieures des arts organisant d'autres domaines bénéficient de l'allocation les années impaires;

3° La subvention est d'abord répartie entre les réseaux en fonction du nombre d'étudiants de ceux-ci;

4° L'allocation du réseau, obtenue en application du 3° est ensuite, s'il échet, répartie paritairement entre chacun des domaines du réseau concerné pour l'année considérée;

5° L'allocation attribuée en application des étapes précédentes est enfin répartie entre les écoles du domaine et du réseau considéré de la manière suivante : un quart du montant est distribué paritairement entre les écoles, le solde étant réparti au prorata du nombre d'étudiants finançables de chaque école pour l'année académique précédente. »

**Art. 35.** Dans l'article 157, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « à la pension » sont remplacés par les mots « à la pension, sauf application de l'article 10*ter*, § 7 de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux. »

#### CHAPITRE IX. — Modifications à la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat

**Art. 36.** Par dérogation à l'article 6 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, le mandat du recteur de la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux en fonction au 30 septembre 2008 est prolongé jusqu'au 30 septembre 2009.

Par dérogation à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, le mandat du vice-recteur de la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux en fonction au 30 septembre 2008 est prolongé jusqu'au 30 septembre 2009.

Par dérogation à l'article 12, de la même loi, le mandat du secrétaire du conseil académique de la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux en fonction au 30 septembre 2008 est prolongé jusqu'au 30 septembre 2009.

Par dérogation à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mandats des membres du conseil d'administration de la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux représentant le corps enseignant, le corps scientifique et le personnel administratif et technique en fonction au 30 septembre 2008 sont prolongés jusqu'au 30 septembre 2009.

Par dérogation à l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les mandats des membres du conseil d'administration qui représentent les étudiants et qui seront élus en 2008 prend fin le 30 septembre 2009. »

**Art. 37.** L'article 36 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 31 mars 2004, 4 mai 2005 et 25 mai 2007, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2007, d'un traitement initial de 34.195,64 €, qui est porté successivement de trois en trois ans à 36.648,04 €, 39.100,44 €, 41.552,84 €, 44.005,24 €, 46.457,64 €, 48.910,04 €, 51.362,44 € et 53.814,84 €. »

**Art. 38.** L'article 37, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 4 mai 2005 et 25 mai 2007, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2007, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4.274,48 € par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir moins de 2.137,24 € et plus de 34.195,71 €. »

**Art. 39.** L'article 38 de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 31 mars 2004, 4 mai 2005 et 25 mai 2007, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2007, d'un traitement initial de 40.066,63 €, qui est porté successivement de trois en trois ans à 43.596,56 €, 47.126,49 €, 50.656,42 €, 54.186,35 €, 57.716,28 € et 61.246,21 €. »

**Art. 40.** L'article 39 de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 4 mai 2005 et 25 mai 2007, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2007, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 4.670,86 € par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 37.366,82 €. »

**Art. 41.** L'article 39bis de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 4 mai 2005 et 25 mai 2007, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2007, d'un traitement initial de 44.897,09 €, qui est porté successivement de trois en trois ans à 49.653,20 €, 54.409,31 €, 59.165,42 €, 63.921,53 € et 68.677,64 €. »

**Art. 42.** L'article 39ter, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par le décret du 27 décembre 1993 et modifié par les décrets des 4 mai 2005 et 25 mai 2007, est complété par un tiret rédigé comme suit :

« — à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2007, d'un traitement forfaitaire, calculé sur la base de 5.074,63 € par heure hebdomadaire annuelle d'un établissement prévu au programme arrêté par le conseil d'administration, sans qu'ils puissent recevoir plus de 40.596,98 €. »

CHAPITRE X. — *Modifications du décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales.*

**Art. 43.** Sous le Chapitre IV, Section I<sup>re</sup>, du décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales, l'intitulé de la sous-section I<sup>re</sup> est remplacé par l'intitulé suivant :

« Sous-Section 1<sup>re</sup>. — De la section Sage-femme ».

**Art. 44.** A l'article 42 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

- a) Dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « Accoucheuse » est remplacé par le mot « Sage-femme »;
- b) Dans l'alinéa 2, le mot « Bachelier-Accoucheuse » est remplacé par le mot « Bachelier-Sage-femme »;

**Art. 45.** Dans le même décret, l'annexe V. D-1 est remplacée par l'annexe 1 au présent décret.

**Art. 46.** Dans le même décret, l'annexe V. D-21 est remplacée par l'annexe 2 au présent décret.

CHAPITRE XI. — *Modifications du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur*

**Art. 47.** A l'article 7 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, sous le point 1<sup>o</sup>, le mot « Accoucheuse-bachelier » est remplacé par le mot « Bachelier-Sage-femme ».

CHAPITRE XII. — *Modifications du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 48.** L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par l'alinéa suivant :

« A partir de l'année budgétaire 2008, le montant fixé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est, avant son adaptation conformément à l'article 9, augmenté de 310.350 €. ».

**Art. 49.** L'article 34bis du même décret tel qu'inséré par le décret du 30 juin 2006, est complété par les alinéas suivants :

« Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion du patrimoine à une Commission du patrimoine, qui est composée comme suit :

- a) Le directeur-président;
- b) Un directeur de catégorie et un membre du personnel enseignant ou administratif de la Haute Ecole, proposés par le Collège de direction;
- c) Trois représentants du personnel de la Haute Ecole nommés à titre définitif, membres du Conseil d'Administration, dont, au moins, un membre du personnel administratif, de maîtrise, gens de métier et de service, proposés par le Conseil d'administration;
- d) Deux étudiants membres du Conseil des étudiants et désignés par celui-ci;
- e) Deux personnes choisies par le Gouvernement, eu égard à leurs compétences particulières.

Les membres visés aux points b, c et e de l'alinéa précédent sont désignés par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les missions de la Commission du patrimoine, ainsi que ses modalités d'organisation, de fonctionnement et de délibération.

Le Gouvernement fixe la destination et la composition du patrimoine de la Haute Ecole, les modalités de gestion du patrimoine, les conditions de transferts financiers entre le patrimoine de la Haute Ecole et le service à gestion séparée.

Le Gouvernement fixe les modalités de communication de la comptabilité du patrimoine propre et de la reddition des comptes. »

**Art. 50.** A l'article 41, alinéa 4, du même décret, modifié par les décrets des 17 juillet 2003 et 30 juin 2006, les mots « et du Conseil social » sont remplacés par les mots « , du Conseil social et, dans les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, de la Commission du patrimoine. ».

CHAPITRE XIII. — *Modification du décret du 14 novembre 2002 définissant l'organisation des stages inclus dans les activités d'intégration professionnelle des études conduisant au diplôme de spécialisation en orthopédagogie*

**Art. 51.** A l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 14 novembre 2002 définissant l'organisation des stages inclus dans les activités d'intégration professionnelle des études conduisant au diplôme de spécialisation en orthopédagogie, les mots « Dans le cadre de l'article 92 du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, des accords de collaboration » sont remplacés par les mots « Des accords de collaboration, au sens de l'article 29 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, ».

CHAPITRE XIV. — *Modification de l'arrêté royal du 2 juillet 1932 relatif aux Conservatoires royaux de musique - personnalité civile*

**Art. 52.** L'article 2 de l'arrêté du 2 juillet 1932 relatif aux Conservatoires royaux de musique - personnalité civile est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. La commission qui administre le patrimoine et les fondations sociales éventuelles de ces établissements est composée de la façon suivante :

- 1° Le directeur de l'établissement;
- 2° Le directeur adjoint de l'établissement;
- 3° Le délégué du Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions;
- 4° Deux membres du corps professoral sur proposition du Conseil de Gestion Pédagogique;
- 5° Trois membres choisis parmi les personnalités s'intéressant à l'établissement et parmi les donateurs sur proposition du Conseil de Gestion Pédagogique;
- 6° Deux étudiants désignés par le Conseil des étudiants. »

CHAPITRE XV. — *Modification du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 53.** A l'annexe I du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, à la ligne « Obstétrique », le mot « ou sage-femme » est inséré après le mot « accoucheur ».

**Art. 54.** A l'annexe II du même décret, à la ligne « Soins infirmiers », sous le point *b*, le mot « ou sage-femme » est inséré après le mot « accoucheuse ».

CHAPITRE XVI. — *Dispositions finales*

**Art. 55.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- a) Des articles 17 et 46, dont la date d'entrée en vigueur est fixée par le Gouvernement, et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2010;
- b) De l'article 7, *b*), qui produit ses effets à partir de l'année académique 2007-2008;
- c) Des articles 13, 18, 19, 20, 25, 26, 27, 41, 42, 43, 44 et 45, qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2008-2009;
- d) De l'article 16 qui produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 1996;
- e) De l'article 33 qui produit ses effets à partir de l'année budgétaire 2008;
- f) Des articles 35, 36, 37, 38, 39 et 40 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> décembre 2007;
- g) De l'article 49 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 mai 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 528-1. — Amendements de commission, n° 528-2. — Rapport, n° 528-3. — Erratum, n° 528-4.

*Comptes-rendus intégraux.* — Discussion et adoption. Séance du 6 mai 2008.

## ANNEXE 1

Annexe	D-1
Niveau	Enseignement supérieur
Catégorie	Paramédicale
Type	Court
Section	Sage-femme
Finalités/Options/Sous sections	néant
Grade délivré au terme de quatre années d'études	Bachelier - Sage - femme
Organisation générale de la formation	de 3420 à 3760
Formation commune, y compris AIP	3285
Finalité/Option/Sous section	0
Liberté PO	de 135 à 475
Cette grille doit être lue en regard des lois, décrets et arrêtés applicables au secteur paramédical notamment en matière de radioprotection	

## ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION

	Intitulé des activités d'enseignement	Volume horaire minimal		
		détaillé	à répartir	global
FORMATION COMMUNE	<b>Formation théorique et pratique</b>		<b>215</b>	<b>1515</b>
		<b>60</b>		
	Ergonomie et manutention Secourisme Soins infirmiers généraux et exercices			
		<b>285</b>		
	Education sexuelle et planification familiale Ethique Histoire et déontologie Méthodologie de la recherche Principes et exercices didactiques d'éducation à la santé Principes généraux de santé, de soins infirmiers spécialisés et exercices didactiques Soins de santé primaires et soins à domicile			
		<b>165</b>		
	Principes et exercices de soins périnataux et principes de rééducation périnéo-sphinctérienne			
		<b>185</b>		
	Bactériologie, virologie, parasitologie, immunologie Biochimie, biophysique Biologie, anatomie, physiologie Embryologie, génétique, développement du fœtus et procréation médicalement assistée Hygiène et prophylaxie Physiologie de la grossesse et de l'accouchement			
		<b>330</b>		
	Anesthésie, analgésie et réanimation Nutrition et diététique Pathologie générale et spéciale Pharmacologie générale et spéciale Physiologie et pathologie du nouveau-né, y compris embryopathologie Radiologie, techniques d'investigations et principes d'échographie obstétricale fonctionnelle			
		<b>275</b>		
	Anthropologie et sociologie Droit Législation relative à la profession Principes d'administration, de gestion et d'économie de la santé Protection juridique de la mère et de l'enfant Psychologie			
<b>Activités d'intégration professionnelle : enseignement clinique, stages, séminaires, TFE</b>			<b>1770</b>	
<b>SOUS-TOTAL FORMATION COMMUNE</b>			<b>3285</b>	
PO	<b>SOUS-TOTAL LIBERTE PO</b>			<b>de 135 à 475</b>

## ANNEXE 2

Annexe	D-21
Niveau	Enseignement supérieur
Catégorie	Paramédicale
Type	Court
Spécialisation	Gériatrie et psychogériatrie
Grade délivré au terme d'une année d'études	Spécialisation interdisciplinaire en gériatrie et psychogériatrie
Organisation générale de la formation	de 900 à 990
Formation commune, y compris AIP	810
Finalité/Option/Sous section	0
Liberté PO	de 90 à 180
Cette grille doit être lue en regard des lois, décrets et arrêtés applicables au secteur paramédical	

## ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION

	Intitulé des activités d'enseignement	Répartition des heures	
		détaillé	global
FORMATION COMMUNE	Formation théorique et pratique		360
	Animation et aide aux activités de la vie quotidienne Déontologie et éthique Evaluation de la qualité Prévention et promotion de la santé Soins à domicile, en Maison de Repos, en Maison de Repos et de Soins et en milieu hospitalier Soins d'accompagnement de fin de vie et soins palliatifs Travail en équipes pluridisciplinaires	150	
	Nutrition et diététique Pathologies gériatriques Physiologie du vieillissement Psychogériatrie	105	
	Droit des personnes âgées et législation sociale Politique de santé et structures de soins aux personnes âgées Principes de gestion et d'organisation de services de soins aux personnes âgées Psychologie appliquée Sociologie du vieillissement	105	
	Activités d'intégration professionnelle : enseignement clinique, stages, séminaires		450
	<b>SOUS-TOTAL FORMATION COMMUNE</b>		<b>810</b>
PO	<b>SOUS-TOTAL LIBERTE PO</b>		<b>de 90 à 180</b>



## ANNEXE 3

Acquis de l'apprentissage, en termes de savoirs, aptitudes et compétences, correspondant aux niveaux 6, 7 et 8 du Cadre des certifications de la Communauté française (ci-après dénommé CcCf)

	Savoirs <i>(Le CcCf fait référence à des savoirs théoriques et/ou factuels.)</i>	Aptitudes <i>(Le CcCf fait référence à des aptitudes cognitives (fondées sur l'utilisation de la pensée logique, intuitive et créative) et pratiques (fondées sur la dextérité ainsi que sur l'utilisation de méthodes, de matériels, d'outils et d'instruments).)</i>	Compétences <i>(Le CcCf fait référence aux compétences en termes de prise de responsabilités et d'autonomie)</i>
Niveau 6	savoirs approfondis dans un domaine de travail ou d'études requérant une compréhension critique de théories et de principes	aptitudes avancées, faisant preuve de maîtrise et de sens de l'innovation, pour résoudre des problèmes complexes et imprévisibles dans un domaine spécialisé de travail ou d'études	gérer des activités ou des projets techniques ou professionnels complexes, incluant des responsabilités au niveau de la prise de décisions dans des contextes professionnels ou d'études imprévisibles prendre des responsabilités en matière de développement professionnel individuel et collectif
Niveau 7	savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale et/ou de la recherche conscience critique des savoirs dans un domaine et à l'interface de plusieurs domaines	aptitudes spécialisées pour résoudre des problèmes en matière de recherche et/ou d'innovation, pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines	gérer et transformer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnels et/ou pour réviser la performance stratégique des équipes
Niveau 8	savoirs à la frontière la plus avancée d'un domaine de travail ou d'études et à l'interface de plusieurs domaines	aptitudes et techniques les plus avancées et les plus spécialisées, y compris en matière de synthèse et d'évaluation, pour résoudre des problèmes critiques de recherche et/ou d'innovation et pour étendre et redéfinir des savoirs existants ou des pratiques professionnelles	démontrer un niveau élevé d'autorité, d'innovation, d'autonomie, d'intégrité scientifique ou professionnelle et un engagement soutenu vis-à-vis de la production de nouvelles idées ou de nouveaux processus dans un domaine d'avant-garde de travail ou d'études, y compris en matière de recherche

Vu pour être annexé au décret du 9 mai 2008 renforçant la cohérence de l'enseignement supérieur et œuvrant à la simplification administrative dans l'enseignement supérieur universitaire et hors universités.

Bruxelles, le 9 mai 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2209

[C — 2008/29325]

**9 MEI 2008. — Decreet tot versterking van de coherentie van het hoger onderwijs en voor de administratieve vereenvoudiging in het universitair hoger onderwijs en het hoger onderwijs buiten de universiteit (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijziging van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten*

**Artikel 1.** Artikel 2, 2e lid, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, wordt vervangen door het volgende lid :

« Het Hoger onderwijs is een dienst van algemeen nut. Het zet de gepaste methoden en middelen in, volgens de vakken, om de vastgestelde algemene doelstellingen te bereiken en het hoger onderwijs voor iedereen volgens zijn geschiktheid en zonder discriminatie toegankelijk te maken. Alleen de Franse Gemeenschap kan de studies van het hoger onderwijs toelaten door de erkenning ervan en de financiering van de instellingen die ze organiseren afhankelijk te maken van de naleving van die doelstellingen en van de bepalingen die genomen door of krachtens een wet of een decreet en die het hoger onderwijs betreffen. »

**Art. 2.** In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1 worden in de definitie van "Bachelor" de woorden "van niveau 6" ingevoegd tussen de woorden "academische graad" en de woorden "ter bekrachtiging";

b) In § 1 wordt de volgende definitie ingevoegd tussen de definitie van "Bachelor" en de definitie van "Getuigschrift" :

"Kader voor Certificaties : hulpmiddel voor het klasement van de certificaties in functie van een geheel criteria's die overeenstemmen met bepaalde onderwijsniveaus";

c) In § 1 wordt de definitie van "Getuigschrift" vervangen door de volgende definitie :

"Getuigschrift : document dat, zonder een academische graad te verlenen, de voltooiing bevestigt van een opleiding alsmede, in voorkomend geval, de bijhorende studiepunten en het niveau ervan toekent";

d) In § 1 wordt de volgende definitie ingevoegd tussen de definitie van "Getuigschrift" en de definitie van "Krediet" :

"Certificatie : formeel resultaat van een evaluatie- en validatieproces dat bepaalt dat een individu op het einde van een leerproces over de bekwaamheden beschikt die overeenstemmen met een bepaald niveau en leiden tot de uitreiking van een diploma of een getuigschrift";

e) In § 1 worden in de definitie van "Doctoraat" de woorden ", van niveau 8" ingevoegd tussen de woorden "academische graad van doctor" en de woorden ", verleend na verdediging van een proefschrift";

f) In § 1 worden in de definitie van "Master" de woorden "van niveau 7" ingevoegd tussen de woorden "academische graad" en de woorden "ter bekrachtiging van de studies";

g) In § 1 worden in de definitie van "Bijkomende Master" de woorden "van niveau 7" ingevoegd tussen de woorden "academische graad" en de woorden "ter bekrachtiging van de studies";

h) Er wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. De diploma's en getuigschriften die leiden tot de toekenning van studiepunten, uitgereikt overeenkomstig dit decreet, zijn de enige certificaties die erkend worden op de niveaus 6 tot 8 van het kader voor certificaties van de Franse Gemeenschap. De door de opleiding verworven kennisvaardigheden en bekwaamheden die overeenstemmen met die niveaus worden bepaald in bijlage V van dit decreet. »

**Art. 3.** In artikel 37 van hetzelfde decreet wordt § 3, 2e lid, opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 189 van hetzelfde decreet worden de woorden "artikel 40, alinea 2" vervangen door de woorden "artikel 40, § 1, 2e lid".

**Art. 5.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met bijlage 3 bij dit besluit.

**HOOFDSTUK II.** — *Wijziging van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs*

**Art. 6.** In artikel 1, I, a) van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "bedoeld in" worden vervangen door de woorden "als hij het diploma ervan niet bekomen heeft overeenkomstig de volgende wetten of decreten";

b) in 4° worden de woorden ", overeenkomstig deze wetten of decreten" geschrapt;

c) er wordt een 5° en een 6° toegevoegd, luidend als volgt :

5° het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

6° het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen".

**Art. 7.** In artikel 4, 1e lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De woorden "of ingenieur" worden vervangen door de woorden ", ingenieur, bachelor, master of bijkomende master";

b) Het volgende lid wordt ingevoegd tussen het 1e en het 2e lid :

« Wie er niet toe bevoegd is en diploma's, getuigschriften of attesten van niveau 6, 7 of 8 uitreikt of belooft uit te reiken wordt op dezelfde wijze gestraft. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

**Art. 8.** In artikel 16 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, gewijzigd bij de decreten van 26 april 1999, 20 december 2001 en 30 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1 worden de woorden "van niveau 6" ingevoegd tussen de woorden "Specialisatiestudies" en de woorden "voor een maximum van 60 studiepunten";

b) § 2, 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de studenten die houder zijn van een van de diploma's van het hoger onderwijs van het korte type, van de tweede cyclus van het hoger onderwijs van het lange type of van de tweede cyclus van het Belgisch universitair onderwijs, uitgereikt door de Duitstalige Gemeenschap of door de Vlaamse Gemeenschap, dat overeenstemt met een diploma vermeld in de lijst vastgesteld overeenkomstig 1° in het studiereglement van de hogeschool waar ze zich wensen in te schrijven; die overeenstemming wordt gekeurd door de overheden van de hogeschool waar ze zich wensen in te schrijven. »

c) § 2 wordt aangevuld met volgend lid :

« De lijst bedoeld in het 1e lid, 1° wordt jaarlijks door elke Hogeschool aan de Algemene raad meegedeeld. »

**Art. 9.** In artikel 44, § 2, 2e lid van hetzelfde decreet worden de woorden "het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen" vervangen door de woorden "het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen".

**Art. 10.** In artikel 75bis van hetzelfde decreet, ingevoegd door het decreet van 30 juni 2006, wordt de tweede zin vervangen door de volgende zin : "Ze kan een lijst bepalen met in aanmerking komende uitgaven."

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten*

**Art. 11.** In artikel 1, 2e lid, van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten, zoals gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003, worden de woorden "overeenkomstig artikel 72 van het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 71 van het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen".

**Art. 12.** Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, worden de woorden "In het raam van artikel 92 van het decreet, worden samenwerkingsakkoorden gesloten" vervangen door de woorden "De samenwerkingsakkoorden worden, in de zin van artikel 29 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, gesloten".

**Art. 14.** Artikel 24 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2003, wordt aangevuld met een 3e lid, luidend als volgt :

« Het referentierooster van de onderafdeling "Germaanse talen" omvat het aantal uren bestemd voor het realiseren van een taalverblijf in een van de talen, gedurende minstens twee weken. »

**Art. 15.** In artikel 29 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 20 december 2001 en 20 juli 2005, worden in punt 5 de woorden "in de artikelen 22 en 23" vervangen door de woorden "in artikel 23".

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 16.** In artikel 25, 1e lid, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen worden de woorden "op pensioen" vervangen door de woorden "op pensioen, behalve bij toepassing van artikel 10ter, § 7 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra."

**Art. 17.** Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van het vorige lid behouden de leden van het opvoedend hulp personeel die vastbenoemd of in vast verband aangeworven zijn in het gesubsidieerd hoger onderwijs van het korte type op basis van de bepalingen, naargelang van het geval, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar, van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs, van het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde vrije inrichtingen die secundair onderwijs verstrekken overeenkomstig de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs of van het koninklijk besluit van 4 augustus 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde officiële inrichtingen die secundair onderwijs verstrekken overeenkomstig de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, persoonlijk het voordeel van hun vastbenoeming of van hun aanwerving in vast verband alsmede van de verhoging in wedde en de weddevermeerderingen. »

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs*

**Art. 18.** In artikel 17, § 1 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 juni 1962, 22 januari 1970 en 18 februari 1974 en bij de decreten van 20 december 2001, 3 maart 2004, 4 mei 2005 en 8 januari 2008, worden de woorden : “, voor de meesterassistent die aangesteld, benoemd of aangeworven wordt als meester praktijkvorming voor dezelfde toe te kennen cursussen zoals bepaald in de bijlagen 1 en 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap” ingevoegd tussen de woorden “voor de Meesterassistent belast met het beheer aangeworven overeenkomstig de bepalingen van artikel 7bis van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen” en de woorden “alsmede voor het personeelslid dat les geeft in de handenarbeid in het lager onderwijs”.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs*

**Art. 19.** In artikel 14, § 2, 2e lid van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, vervangen bij het decreet van 2 juni 2006, wordt het nummer “16” vervangen door het nummer “12”.

**Art. 20.** In bijlage 1 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 2 juni 2006 wordt de volgende regel ingevoegd tussen de regel “visuele en grafische communicatie” en de regel “Grafiek” :

— Visuele communicatie : B – M – M

**Art. 21.** In bijlage II van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 juni 2006 wordt de volgende regel ingevoegd tussen de regel “Visuele en grafische communicatie” en de regel “Grafiek” :

— Visuele communicatie : 1 + 2 – 1

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

**Art. 22.** Artikel 2, § 1, 3<sup>o</sup>, b), van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) wordt vervangen door de volgende bepaling :

“b) een gemeente, een provincie, de Franse Gemeenschapscommissie, voor het gesubsidieerd officieel onderwijs-net;”.

**Art. 23.** In artikel 3 van hetzelfde decreet wordt het 4e lid opgeheven.

**Art. 24.** Artikel 30 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende twee leden :

« De Studentenraad deelt ten laatste op 31 maart volgend op het begrotingsjaar zijn jaarlijkse boekhouding ter informatie mee aan de Sociale raad.

De Regering bepaalt de specifieke regels voor het houden en het voorstellen van de rekeningen van de Studentenraad. Zij kan een lijst van in aanmerking komende uitgaven bepalen. »

**Art. 25.** Artikel 31 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Die bescherming breidt zich uit tot de handelingen van de studenten die kandidaat zijn bij de verkiezingscampagne alsmede tot de handelingen uitgevoerd binnen hun mandaat door de studenten gecoöpteerd door de Studentenraad in de verschillende medewerkingsorganen, ook op het gemeenschapsniveau. »

**Art. 26.** In artikel 37, 14<sup>o</sup> van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 2 juni 2006 worden de woorden “Inrichtende machten” vervangen door het woord “directeur” en het woord “moet” vervangen door het woord “kan”.

**Art. 27.** In artikel 41ter, 4e lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 juni 2006 worden de woorden “bepaalt de organisatie” vervangen door de woorden “kan de organisatie bepalen”.

**Art. 28.** In artikel 41quinquies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 juni 2006 worden de woorden “kunnen de inrichtende machten, op de voordracht van de directeur,” vervangen door “kan de directeur,”.

**Art. 29.** Artikel 48 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 59, worden het 3e en het 4e lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 16 december 2005, vervangen door de volgende leden :

« De sociale subsidies moeten voor de hierna bedoelde doeleinden dienen : werking van de studentenraad, rechtstreekse of onrechtstreekse sociale hulpverlening aan de studenten, werking van de sociale diensten, van de oriëntatiediensten, van de restaurants en studentenkotten, tegemoetkoming in de bouw, de modernisering, de vergroting en de inrichting van de gebouwen bestemd voor die doeleinden.

De Regering vult in voorkomend geval deze lijst aan en kan de minima en de maxima bepalen voor het gebruik van elke categorie.

De academische criteria kunnen slechts in aanmerking komen voor de toelaatbaarheid en de toelating van de studenten tot de hulpverlening toegekend door de sociale raad.

De Regering kan het bedrag bedoeld in het 1e lid verhogen. »

**Art. 31.** In het Derde deel, Titel III, van hetzelfde decreet wordt een artikel 60bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60bis. De sociale raden van meerdere inrichtingen voor hoger onderwijs in de zin van artikel 6, § 1 van voornoemd decreet van 31 maart 2004, kunnen tot 30 % van hun sociale subsidies gemeenschappelijk stellen met als doel gemeenschappelijke projecten te kunnen leiden of sommige uitgaven te mutualiseren of optimaliseren. Voor het beheer van die uitgaven vaardigt elke sociale raad een vertegenwoordiger van het bestuurspersoneel en een vertegenwoordiger van het onderwijzend personeel alsmede twee vertegenwoordigers van de studenten af die zetelen in een sociale raad die verschillende inrichtingen overkoepelt. Iedere beslissing genomen door die sociale raad die verschillende inrichtingen overkoepelt, kan een veto oplopen bij een meerderheid van de stemmen uitgaande van één van de partner sociale raden. »

**Art. 32.** In het Derde deel, Titel III, van hetzelfde decreet wordt een artikel 60ter, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel 60ter. Wanneer het bedrag van de reserves van de Sociale raad twee keer zo hoog is als de sociale subsidies toegekend gedurende het voorafgaande begrotingsjaar, wordt het overschietende bedrag afgetrokken van de volgende toelagen en gestort op het Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs ingericht bij het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een "Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur" (Steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs). »

**Art. 33.** In het derde deel, Titel III, van hetzelfde decreet, wordt een artikel 60quater, ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 60quater. De individuele dossiers ingediend door de studenten bij de Sociale raad worden anoniem behandeld.

De leden van de Sociale raad worden binnen de uitoefening van hun mandaat gehouden tot het beroepsgeheim wanneer zij de individuele aanvragen van studenten onderzoeken.

De sociale raad stelt een of meerdere referentiepersonen aan. Die persoon wordt ermee belast de dossiers van aanvraag om tegemoetkoming van de sociale raad die door de studenten werden ingediend, te behandelen. Zij zorgt ervoor dat de dossiers of hun samenvatting, overgemaakt naar de sociale raad voor beslissing, geen enkel persoonlijk gegeven zou bevatten waardoor de student rechtstreeks zou kunnen worden geïdentificeerd. De referentiepersoon kan geen lid zijn van de sociale raad en wordt gehouden tot het beroepsgeheim.

De Regering kan terzake bijzondere bepalingen treffen. »

**Art. 34.** In het Derde deel van hetzelfde decreet wordt een Titel IV ingevoegd, luidend als volgt :

« Titel IV. — Uitrusting van de Hogere Kunstscholen

Art. 60quinquies. § 1. Een uitrustings-toelage wordt toegekend aan de Hogere kunstscholen. Het bedrag wordt vastgesteld op 124.00 € per jaar.

Dat bedrag wordt jaarlijks aangepast aan het gezondheidsindexcijfer volgens de volgende formule :

— Gezondheidsindex van december van het betrokken begrotingsjaar / Gezondheidsindex december 2007

§ 2. Die uitrustings-toelage wordt als volgt verdeeld :

1° De hogere kunstscholen die de domeinen van de plastische kunsten, de visuele kunsten en de ruimtekunsten, het toneel en de woordkunsten en de danskunst organiseren, genieten de toelage in de even jaren;

2° De hogere kunstscholen die andere domeinen organiseren, genieten de toelage in de oneven jaren;

3° De subsidie wordt eerst verdeeld over de netwerken in functie van het aantal studenten die ervan deel uitmaken;

4° De toelage van het netwerk, verkregen bij toepassing van 3° wordt achteraf, in voorkomend geval, paritair verdeeld over elk domein van het betrokken netwerk voor het betrokken jaar;

5° De toelage toegekend bij toepassing van de vorige stappen wordt uiteindelijk verdeeld over de scholen van het betrokken domein en netwerk als volgt : een vierde van het bedrag wordt paritair verdeeld over de scholen, het saldo wordt verdeeld naar rato van het aantal financierbare studenten van elke school voor het vorige academiejaar. »

**Art. 35.** In artikel 157, 1e lid van hetzelfde decreet, worden de woorden "op pensioen" vervangen door de woorden "op pensioen behalve bij toepassing van artikel 10ter, § 7 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra."

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

**Art. 36.** In afwijking van artikel 6 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt het mandaat van de rector van de "Faculté des sciences agronomiques de Gembloux", in functie tot 30 september 2008, verlengd tot 30 september 2009.

In afwijking van artikel 9, 1e lid, van dezelfde wet wordt het mandaat van de vice-rector van de "Faculté des sciences agronomiques de Gembloux", in functie tot 30 september 2008, verlengd tot 30 september 2009.

In afwijking van artikel 12 van dezelfde wet wordt het mandaat van de secretaris van de academieraad van de "Faculté des sciences agronomiques de Gembloux", in functie tot 30 september 2008, verlengd tot 30 september 2009.

In afwijking van artikel 14, 1e lid, van dezelfde wet, worden de mandaten van de leden van de raad van bestuur van de "Faculté des sciences agronomiques de Gembloux" die het onderwijzend korps, het wetenschappelijk korps en het administratief en technisch personeel vertegenwoordigen, in functie tot 30 september 2008, verlengd tot 30 september 2009.

In afwijking van artikel 14, 1e lid, van dezelfde wet worden de mandaten van de leden van de raad van bestuur die de studenten vertegenwoordigen en die in 2008 verkozen zullen worden, beëindigd op 30 september 2009."

**Art. 37.** Artikel 36 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, vervangen door het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004, 4 mei 2005 en 25 mei 2007, wordt aangevuld met een streepje luidend als volgt :

"— vanaf 1 december 2007, een aanvangswedde van 34.195,64 euro, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 36.648,04 €, 39.100,44 €, 41.552,84 €, 44.005,24 €, 46.457,64 €, 48.910,01 €, 51.362,44 € en 53.814, 84 €;"

**Art. 38.** Artikel 37, 1e lid, van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 4 mei 2005 en 25 mei 2007, wordt aangevuld met een streepje luidend als volgt :

"— vanaf 1 december 2007, een forfaitaire wedde, berekend op een basis van 4.274,48 € per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij minder dan 2.137,24 € en meer dan 34.195,71 € mogen ontvangen."

**Art. 39.** Artikel 38 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 31 maart 2004, 4 mei 2005 en 25 mei 2007 wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

"— vanaf 1 december 2007, een aanvangswedde van 40.066,63 €, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 43.596,56 €, 47.126,49 €, 50.656,42 €, 54.186,35 €, 57.716,28 € en 61.246,21 €."

**Art. 40.** Artikel 39 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 4 mei 2005 en 25 mei 2007, wordt aangevuld met een streepje luidend als volgt :

— vanaf 1 december 2007, een forfaitaire wedde, berekend op een basis van 4.670,86 € per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij meer dan 37.366,82 € mogen ontvangen.”

**Art. 41.** Artikel 39bis van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 4 mei 2005 en 25 mei 2007, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

— vanaf 1 december 2007, een aanvangswedde van 44.897,09 €, achtereenvolgens om de drie jaar opgevoerd tot 49.653,20 €, 54.409,31 €, 59.165,42 €, 63.921,53 € en 68.677,64 €.”

**Art. 42.** Artikel 39ter, 1e lid, van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 27 december 1993 en gewijzigd bij de decreten van 4 mei 2005 en 25 mei 2007, wordt aangevuld met een streepje, luidend als volgt :

— vanaf 1 december 2007, een forfaitaire wedde, berekend op een basis van 5.074,63 € per wekelijks lesuur over het jaar van een onderwijs bepaald in het programma vastgesteld door de raad van bestuur, zonder dat zij meer dan 40.596,98 € mogen ontvangen.”

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen*

**Art. 43.** In Hoofdstuk IV, Afdeling I, van het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, wordt in de Franse versie het opschrift van de onderafdeling I vervangen door het volgende opschrift :

“Sous-Section I<sup>re</sup>. — De la section Sage-femme”.

**Art. 44.** In artikel 42 van hetzelfde decreet worden in de Franse versie de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) In het 1e lid, wordt het woord “Accoucheuse” vervangen door het woord “Sage-femme”;
- b) In het 2e lid, wordt het woord “Bachelier-Accoucheuse” vervangen door het woord “Bachelier-Sage-femme”.

**Art. 45.** In hetzelfde decreet wordt bijlage V. D-1 vervangen door bijlage 1 bij dit decreet.

**Art. 46.** In hetzelfde decreet wordt bijlage V. D-21 vervangen door bijlage 2 bij dit decreet.

HOOFDSTUK XI. — *Wijziging van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs*

**Art. 47.** In artikel 7 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, wordt in de Franse versie onder punt 1<sup>o</sup>, het woord “Accoucheuse-bachelier” vervangen door het woord “Bachelier-Sage-femme”.

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 48.** Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt aangevuld met het volgende lid :

« Vanaf het begrotingsjaar 2008 wordt het in het 1e lid bedoelde bedrag, vóór zijn aanpassing overeenkomstig artikel 9, vermeerderd met 310.350 €. »

**Art. 49.** Artikel 34bis van hetzelfde decreet zoals ingevoegd bij het decreet van 30 juni 2006, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De Raad van bestuur kan het beheer van het erfgoed toevertrouwen aan een Commissie voor het erfgoed, als volgt samengesteld :

- a) De directeur-voorzitter;
- b) Een categoriedirecteur en een lid van het onderwijzend of administratief personeel van de Hogeschool, voorgesteld door de directieraad;
- c) Drie vertegenwoordigers van het personeel van de Hogeschool, vastbenoemd, lid van de Raad van Bestuur, waarvan minstens een lid van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpneel, voorgedragen door de Raad van Bestuur;
- d) Twee studenten die lid zijn van de Studentenraad en erdoor aangesteld worden;
- e) Twee personen gekozen door de Regering, rekening houdend met hun bijzondere bekwaamheden.

De in de punten b, c en e van het vorige lid bedoelde leden worden aangesteld door de Regering.

De Regering bepaalt de opdrachten van de Commissie voor het erfgoed, alsmede de nadere regels voor de organisatie, de werking en de beraadslaging.

De Regering bepaalt de aanbesteding en de samenstelling van het erfgoed van de Hogeschool, de nadere regels voor het beheer van het erfgoed, de voorwaarden voor de financiële overdrachten tussen het erfgoed van de Hogeschool en de dienst met afzonderlijk beheer.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de mededeling van de boekhouding van het eigen erfgoed en de aflegging van de rekeningen. »

**Art. 50.** In artikel 41, 4e lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2003 en 30 juni 2006, worden de woorden “en de Maatschappelijke raad” vervangen door de woorden “, de Sociale raad en, in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde Hogescholen, de Commissie voor het Erfgoed.”.

HOOFDSTUK XIII. — *Wijziging van het decreet van 14 november 2002 houdende organisatie van de stages die vervat zijn in de activiteiten voor professionele integratie van de studies die leiden tot het diploma van specialisatie in de orthopedagogie*

**Art. 51.** In artikel 3, 1e lid, van het decreet van 14 november 2002 houdende organisatie van de stages die vervat zijn in de activiteiten voor professionele integratie van de studies die leiden tot het diploma van specialisatie in de orthopedagogie, worden de woorden "In het kader van artikel 92 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, worden samenwerkingsakkoorden afgesloten" vervangen door de woorden "Samenwerkingsakkoorden worden, in de zin van artikel 29 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, afgesloten".

HOOFDSTUK XIV. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 2 juli 1932 houdende toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de Koninklijke Muziekconservatoria van Brussel, Gent, Luik en Antwerpen*

**Art. 52.** Artikel 2 van het besluit van 2 juli 1932 houdende toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de Koninklijke Muziekconservatoria van Brussel, Gent, Luik en Antwerpen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. De commissie die het erfgoed en de eventuele sociale stichtingen van die inrichtingen beheert, wordt als volgt samengesteld :

1° De directeur van de inrichting;

2° De adjuunt-directeur van de inrichting;

3° De afgevaardigde van de Minister belast met het hoger onderwijs;

4° Twee leden van het onderwijscorps op de voordracht van de Raad voor Pedagogisch beheer;

5° Drie leden gekozen onder de personen die zich interesseren voor de inrichting en onder de schenkers op de voordracht van de Raad voor Pedagogisch beheer;

6° Twee studenten aangewezen door de Studentenraad. »

HOOFDSTUK XV. — *Wijziging van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 53.** In bijlage I van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt in de Franse versie in de regel "Obstétrique" het woord "ou sage-femme" ingevoegd na het woord "accoucheur".

**Art. 54.** In bijlage II van hetzelfde decreet worden in de Franse versie in de regel "Soins infirmiers" onder punt *b*, de woorden "ou sage-femme" ingevoegd na het woord "accoucheuse".

#### HOOFDSTUK XVI. — *Slotbepalingen*

**Art. 55.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt behalve :

*a)* De artikelen 17 en 46 waarvan de datum van inwerkingtreding door de Regering wordt vastgesteld en ten laatste op 1 januari 2010;

*b)* Artikel 7, *b)*, dat uitwerking heeft met ingang van het academiejaar 2007-2008;

*c)* De artikelen 13, 18, 19, 20, 25, 26, 27, 41, 42, 43, 44 en 45, die in werking treden vanaf het academiejaar 2008-2009;

*d)* Artikel 16, dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1996;

*e)* Artikel 33, dat uitwerking heeft met ingang van het begrotingsjaar 2008;

*f)* De artikelen 35, 36, 37, 38, 39 en 40, die uitwerking hebben met ingang van 1 december 2007;

*g)* Artikel 49, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

Chr. DUPONT

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van de Raad.* — Decreetontwerp nr. 528-1. — Commissieamendementen, nr. 528-2. — Verslag, nr. 528-3. — Erratum, nr. 528-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 6 mei 2008.